

Daniel Bensaïd

Des pétitions divergentes circulent parmi les intellectuels

Deux gauches face au mouvement social

Joël Roman, rédacteur en chef d'Esprit, a signé la pétition « Pour une réforme de fond de la Sécurité sociale » qui soutient les positions de Nicole Notat. Daniel Bensaïd a signé de son côté un « appel » qui se solidarise au mouvement social dans lequel il discerne une véritable cohérence. ^{1/} Ils en débattent ici.

Libération : *Êtes-vous réellement en désaccord ou bien ne vous situez-vous pas, en réalité, sur un plan différent ?*

Joël Roman : M'exprimant ici personnellement, j'observe d'abord que ces textes ont des statuts différents. Notre appel est plus le fait de certains responsables d'associations du mouvement social ou d'experts de gauche plus que de seuls intellectuels. Il porte essentiellement sur l'appréciation de la réforme de la Sécurité sociale. L'autre texte est effectivement un appel à soutenir les grévistes signé par des intellectuels de gauche. Notre propre appel a été rédigé bien avant le lancement des grèves.

Daniel Bensaïd : Les deux appels sont quand même assez contradictoires. Nous prenons une position de soutien clair et net au mouvement gréviste et aux perspectives qu'il ouvre. Deuxièmement, nous rejetons dans sa globalité le plan Juppé. Il ne suffit pas de dire qu'il y a de bonnes

^{1/} Derniers ouvrages parus : Joël Roman, *Chronique des idées contagieuses*, Breal. Daniel Bensaïd, *Marc l'intempestif*, Fayard.

choses dans ce plan. Un adversaire n'a jamais totalement tort. Le livret médical, associé à la prévention, n'est pas forcément une mauvaise idée, mais la réduction des dépenses de santé pose problème. J'observe enfin que votre appel est un appel de soutien à une confédération, la CFDT.

Joël Roman : Nous avons effectivement soutenu Nicole Notat et la CFDT face aux attaques dont ils étaient l'objet. Il y a eu une certaine lâcheté des dirigeants de la gauche politique dans cette affaire. Au fond, deux positions s'affrontent. La première, qui est celle de Blondel, de Viannet et du gouvernement, considère que le plan Juppé est un tout à prendre ou à laisser. La seconde refuse ce chantage intolérable, il faut trier entre les aspects positifs et négatifs de ce plan. On peut en distinguer trois composantes : réforme de l'assurance-maladie, retraite et fiscalisation des allocations familiales. Dans notre appel, nous émettons des réserves très vives sur les deux derniers aspects. Sur les retraites, il semble que Juppé ait fait marche arrière. Sur la réforme de l'assurance-maladie, on risquait, avec le statu quo, de laisser s'installer un système qui ouvre un boulevard aux assurances privées. Il valait mieux changer l'équilibre de l'assurance-maladie en la faisant financer par l'ensemble des revenus. La Sécurité sociale devient alors universelle, basée sur le principe de la citoyenneté au lieu de l'être sur celui de la contribution productive. C'est surtout cela que nous avons soutenu.

Libération : *Daniel Bensaïd, reconnaissez-vous cet aspect positif au plan Juppé ?*

Daniel Bensaïd : Certains points sont discutables mais je prends Juppé au sérieux. Il dit

que sa réforme est cohérente et s'inscrit dans une logique globale. C'est une première pierre. Il y a, dans son discours de mardi, des recules dilatoires : le problème des retraites se reposera d'une manière ou d'une autre. Mais quel est le noyau dur d'une réforme qui justifie un tel acharnement ? D'où viennent les déficits ? La dette non payée de l'État, les allègements offerts aux entreprises, le coût du chômage et de la précarité, directement et indirectement par leurs effets sur la santé publique, etc. La part des dépenses de santé dans le PIB est nettement en dessous de celle des États-Unis. On parle d'abus de médicaments. Mais qui surconsomme ? Toutes ces questions n'ont pas été posées. Le noyau dur, c'est le changement du système de financement. Le principe d'une sécurité universelle, oui, mais avec quel financement ? Juppé parle d'un passage des cotisations à l'impôt. On met dans les bras de l'État la gestion et l'encadrement du budget de la santé. Cela veut dire que le système d'une mutuelle générale des salariés n'existera plus. Il sera remplacé par des arbitrages budgétaires et la garantie d'un bon niveau de protection sociale disparaîtra. N'oublions pas enfin que ce plan s'inscrit dans une logique cohérente avec tous les projets concernant le secteur public. Maastricht a été présenté comme la « pensée unique » pour l'Europe. Maintenant, on nous dit « la réforme », comme s'il y avait une « réforme unique ».

Joël Roman : La question de l'assurance universelle est essentielle. Si l'on veut qu'elle n'aboutisse pas à un système complémentaire d'assurance volontaire combiné à un système d'assistance, il faut inventer un nouveau droit universel à la protection sociale. C'est pour cela que c'est une réforme que la gauche aurait dû soutenir.

Libération : *Peut-on imaginer une bonne réforme que le peuple ne veuille entendre ?*

Joël Roman : Les manifestants ne sont pas tout le peuple. Il est très dangereux de présenter une opposition entre le peuple et les élites. D'abord parce que c'est un discours faux, ensuite parce que c'est le discours type du Front national. Le fait même que les intellectuels soient partagés montre bien que le clivage n'est pas entre le peuple et les élites.

Ceci dit, je suis consterné par la non-méthode Juppé. Je ne vois pas l'intérêt d'annoncer une réforme de la protection sociale aussi importante en même temps qu'un contrat de plan qui met le feu aux poudres à la SNCF. D'autant plus que la contestation des cheminots me semble plutôt fondée. Il faut un vrai débat sur la notion du service public, par exemple sur le problème des lignes non rentables. Sans oublier les rumeurs plus ou moins fondées sur des réformes fiscales comme la suppression de l'abattement dont bénéficient les salariés et l'annonce de la privatisation de France Télécom. Quelle somme de maladresses ou de provocations ! En comparaison, le mouvement actuel est plutôt limité, même s'il est spectaculaire puisqu'il touche aux transports.

Daniel Bensaïd : Vous parlez d'assurance universelle mais elle est surtout destinée à devenir un impôt universel par un transfert des cotisations vers la CSG. Vous parlez d'un mouvement limité, je crois le contraire quand on sait ce que coûte une grève à ceux qui la

font. On comprend que certains hésitent à rentrer en grève au mois de décembre.

C'est, au contraire, un mouvement relativement puissant. Jusqu'ici, il n'y pas eu d'appel à la grève générale. Ce mouvement exprime un contentieux longtemps accumulé. Une certaine société d'élites a perdu le contact avec le peuple. On croyait à l'individualisme généralisé, à la disparition de la lutte des classes. Les travailleurs étaient devenus invisibles et silencieux. Tout d'un coup, ils se réveillent. D'abord parce que cela a trop duré et que toutes les promesses d'en sortir, de gauche comme de droite, se sont révélées vaines. Juppé nous annonce deux ans d'efforts avant que tout aille bien. Si c'est une promesse, elle n'est plus crédible vu le nombre de mensonges proférés depuis six mois. Si c'est un pari sur une reprise économique, il est plus que risqué. Le message sur les retraites vise en réalité à développer un système d'assurances complémentaires privées.

Joël Roman : Je ne crois pas qu'il faille tout globaliser. Les contestations sont assez hétérogènes. Il ne faut pas surinterpréter un mouvement intercatégoriel mais qui n'est ni général ni universel. Ce qui me préoccupe, c'est que cette réforme de la Sécurité sociale, qui fédère les mécontentements, fait précisément barrage à la logique libérale. Les médecins libéraux, eux, l'ont bien compris. Pour le reste, Chirac a fait une campagne sur les thèmes de FO et il fait une politique contraire, alors les gens de FO ne sont pas contents !

Daniel Bensaïd : Je crois, au contraire, à la cohérence du mouvement actuel. La détermination des grévistes tient à une perception de plus en plus claire des enjeux. Entre les cheminots, France Télécom et le plan Juppé, les luttes font les passerelles. Ils se rendent compte qu'ils ont affaire à une offensive contre les acquis du service public. Je ne sais pas comment les événements tourneront. Il n'y a pas d'alternative de gauche crédible, Jospin n'arrête pas de le répéter.

Tout cela s'inscrit quand même dans la continuation de la politique des critères de convergence imposée par la monnaie unique. Beaucoup de grévistes ont le sentiment qu'ils ne se défendent pas seulement mais que c'est l'aspiration à un type de société qui est en jeu. Si le gouvernement gagnait sur toute la ligne, ce serait un feu vert à faire passer en enfilade tous les plans d'inspiration libérale.

Joël Roman : il est certain qu'un malaise social diffus s'exprime. Les salariés ont le sentiment d'avoir été pressurés. Mais je ne crois pas du tout que ce mouvement soit porteur d'un projet de société. C'est plutôt un mouvement d'angoisse et d'inquiétude.

Je pense que, si ce mouvement social est perdant, cela laissera des traces très profondes. Il y a de l'irresponsabilité à entamer une confrontation globale avec le gouvernement sans perspective politique.

Libération
7 décembre 1995